



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

ressources

Question au Gouvernement n° 2339

Texte de la question

COLLECTIVITÉS LOCALES

M. le président. La parole est à Mme Sophie Dessus, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Sophie Dessus. Monsieur le Premier ministre, un député, lorsqu'il n'est pas présent dans l'hémicycle, sillonne les routes de sa circonscription, à la rencontre des citoyens et à l'écoute des élus.

M. Jean Lassalle. Très bien !

Mme Sophie Dessus. Je me dois de vous transmettre les attentes, les craintes et les espoirs des maires de France, vous qui allez vous exprimer devant eux, et tout particulièrement devant ceux des territoires ruraux.

Tous n'ont, comme vous, qu'une volonté : le redressement du pays. Tous sont prêts à conjuguer leurs efforts d'un même élan pour que l'efficacité soit au rendez-vous. Mais aujourd'hui, ils sont désarçonnés et ne savent plus comment agir pour faire vivre leurs territoires, développer l'économie locale, défendre les services publics, assurer un vivre ensemble apaisé.

Tous sont conscients que, depuis de nombreuses années, le pays vit au-dessus de ses moyens. Mais comment n'auraient-ils pas été profondément blessés par le rapport de la Cour des comptes qui les accuse de dépenses inconsidérées, eux qui économisent en fonctionnement, sou à sou, pour que leur budget soit à l'équilibre ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Tous savent que c'est de l'investissement que dépendra l'avenir des entreprises, la création ou la destruction d'emploi, le maintien des services, l'installation de populations. (« Bravo ! » sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

Que leur conseillerez-vous face à l'incertitude des dotations à venir, à la quasi-impossibilité de toucher à l'impôt
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI) et au parcours du combattant qu'est le recours aux banques ?

M. le président. Je vous prie d'écouter la fin de la question !

Mme Sophie Dessus. Si tous sont allés vers l'intercommunalité avec enthousiasme, même si cela n'a pas toujours apporté les économies escomptées, ils restent vigilants envers leur devoir de proximité auprès des citoyens, conscients qu'ils demeurent le dernier rempart contre la démagogie ou les extrémismes.

Monsieur le Premier ministre, vous pouvez compter sur l'ingéniosité et le dynamisme des territoires français,

mais les élus auront besoin, jeudi, d'être rassurés, écoutés, soutenus, pour réinventer la France de demain !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée, plusieurs questions ont été posées cet après-midi sur la réforme territoriale et, dans un instant, l'Assemblée nationale se prononcera sur la nouvelle carte des régions.

M. Jean-Luc Reitzer. Le *diktat* !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ce sont ce gouvernement et cette majorité qui, à l'initiative du Président de la République, ont porté - et ce fut difficile - une réforme territoriale sans précédent ! (« *Très bien !* » sur plusieurs bancs du groupe SRC.)

Alors que l'on parle de réformes territoriales dans d'autres pays, et qu'une telle réforme est évoquée depuis des années, la nouvelle carte des régions sera adoptée par l'Assemblée nationale. Nous le devons à la majorité et à la volonté réformatrice. Oui, notre pays a besoin de se réformer, pas uniquement dans les discours mais, concrètement, dans les actes !

Nous avons aussi permis la création de métropoles. À l'heure où l'Europe s'organise autour de grandes villes, il est important que nous donnions aux métropoles les moyens d'affronter la compétition économique. Dans quelques semaines, les parlementaires auront à débattre de l'avenir de l'intercommunalité et des compétences.

Je peux parfaitement comprendre, madame la députée, les questions, les inquiétudes qui animent les élus, notamment dans les territoires ruraux. Hier, avec plusieurs ministres, dont Sylvia Pinel, je me suis rendu dans les Hautes-Pyrénées à leur rencontre, pour parler de l'avenir de ces territoires. Il ne suffit pas de crier, de vociférer, d'utiliser de manière démagogique la question des dotations publiques. Les mêmes qui exigent du pays des économies de l'ordre de 150 milliards d'euros s'étonnent que nous demandions un effort à l'État, au système de santé et aux collectivités territoriales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous avons fait un choix difficile, mais il était nécessaire. Nous avons demandé à l'État, au système de santé et aux collectivités territoriales de réaliser 50 milliards d'économies. J'ai le courage d'affronter et d'assumer cette politique, alors que d'autres ne sont que dans la démagogie ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*
- *Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous avez fait des choix lors de l'examen de la loi de finances, je ferai des propositions jeudi aux maires de France : nous démontrons ainsi que nous sommes à l'écoute des élus, notamment des maires ruraux qui représentent la sève de la République sur nos territoires. Ils sont les gardiens de l'ordre républicain et des valeurs de la République. Nous leur devons respect et considération.

Mme Catherine Vautrin. Démagogie !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous devons organiser la péréquation de façon à aider les territoires ruraux à vivre, car ils demeurent un formidable potentiel pour notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sophie Dessus](#)

Circonscription : Corrèze (1^{re} circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2339

Rubrique : Collectivités territoriales

Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 novembre 2014](#)